



APRETECTRA

**Association des Personnes Rénovatrices des
Technologies Traditionnelles**

BP: 18 Comé - Mono (BENIN)

Tél/Fax : 22 43 01 41

E-mail : aprectect.ong@gmail.com



RAPPORT ANNUEL 2017

Février 2018

LES GROUPES CIBLES ET L'EXECUTION DES ACTIVITES DE L'ANNEE

GOVERNANCE ET VIE DE L'ASSOCIATION :

Le rôle de l'association cette année 2017 a été de travailler aux côtés des communautés à la base, ces cibles selon des plannings bien définis élaborés et exécutés par son personnel dans le respect de l'équité genre et la bonne gouvernance.

Ainsi le personnel de chaque projet est tenu de déposer selon la périodicité un planning respectant les activités du projet sur lequel il travaille à la direction pour le suivi. Chaque chargé de projet organise son équipe pour l'exécution et l'atteinte des objectifs de son projet et rend compte à son chef Département, qui par la suite rend compte à la direction. La comptabilité des projets est séparée et respecte l'exigence de chaque partenaire. La direction a tenu deux réunions avec le Conseil d'Administration pour le rapportage des activités de l'année et deux réunions extraordinaires pour échange avec les missions des partenaires techniques et financiers. Une réunion du Commissariat aux Comptes (CC) sur les deux prévues dans nos statuts a eu lieu au cours de la période. Huit missions de contrôle et d'exécution budgétaire inopinées de deux partenaires (la Fondation Paul Guérin Lajoie (ARAA), La Maison de la Société Civile et l'Agence Régionale pour l'Amélioration de l'Alimentation (ARAA/CEDEAO) ont séjourné et travaillé avec l'Association à la satisfaction de tous. Plusieurs missions de suivi évaluation et de descente sur le terrain organisées, ont été reçues et orientées par la direction et le personnel de chaque projet pour la collecte de leurs informations. Les recommandations des missions de l'année 2016 sont suivies et celles de cette année trouveront une solution dans la poursuite des activités.

La trente-cinquième (35^{ème}) Assemblée Générale s'est déroulée le 30 Juin 2018 avec la participation de 43 membres sur 63 invités.

Nous avons été sélectionné pour un projet soumissionné en 2016 : il s'agit du Projet d'appui au Système de Santé (PASS- SOUROU) dans la Commune de Klouékanmé-Lalo-Toviklin, financé par l'Agence Belge de Développement.

Autres activités de la direction : Contrôle de la CNSS sur la période allant de 2011 à 2016

Au cours du dernier trimestre de 2017, l'ONG a reçu un contrôle systématique sur pièces de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale au cours du mois de Novembre. Les vérifications ont porté sur les pièces comptables, les quittances de paiements de l'impôt progressif sur traitement et salaires (IPT), l'AIB, la sécurité sociale, du registre du personnel et des états financiers certifiés de la période de 2011 à 2016. La mission de contrôle est composée de deux inspecteurs de la CNSS. Après les travaux de vérifications, des questions ont été posées à la direction et des recommandations et conseils ont été donnés à l'ONG à la satisfaction de tous.

Trois offres ont été rédigées suite à des appels en 2017. Il s'agit de :

- ✓ Projet d'appui à la restauration des valeurs citoyennes en milieu scolaire dans la commune de Comé rédigé suite à l'appel lancé par la maison de la société civile en Octobre 2017 sur un financement suisse (FOSIR). Ce projet a passé le processus de présélection mais malheureusement n'a pas été sélectionné.
- ✓ Projet d'appui aux jardins scolaires suite à l'appel à projets du Fonds Canadien d'Initiatives Locales FCIL
- ✓ Projet relatif à la mobilisation des populations des zones d'intervention du PASS SOUROU autour de la santé, lancé en novembre par la CTB sur financement belge.

POINTS SUR LES ACTIVITES DES DIFFERENTS PROGRAMMES/PROJETS SUR LE TERRAIN

Département Développement Economique Durable (DDED)

Projet d'Appui à la Croissance Economique Rurale (PACER)

Au cours de l'année 2017 qui est véritablement sa dernière année d'exécution l'Association s'est investie dans le suivi des 33 microprojets viables sur le terrain, les 21,1 ha de bas-fonds aménagés (AHOHO, TODJONOUKOIN, DHOHO) pour la production rizicole et l'appui conseil aux

promoteurs de micro projet ayant reçus des appuis financiers. Le promoteur ayant reçu le système d'irrigation à raccords avec accessoires sur 1,0 hectare de superficie, la pompe immergée et des tuyaux de forage etc... à travers le Fonds d'Appui aux Filières (FAF) du PACER et un crédit de 1 00 000F par l'ASF d'Atchannou a été également suivi au cours de 2017.

Le groupement AGBLEGNON de SAWAME HOUEYIHO qui a bénéficié d'un deuxième décaissement le 27 janvier 2016 de 19.763.000 FCFA pour la construction d'un château d'eau été visité et reçu de notre part des conseils allant dans le sens du remboursement à bonne date de son crédit. Des visites inopinées ont été diligentées a l endroits des promoteurs qui ont bénéficié de retenue d'eau, d'Installation d'un système d'irrigation aux tourniquets (5,0ha) et à bandes (5,0ha), d'une motopompe et d'un Pulvérisateur à dos et autres équipements. Au total 34 suivis ont été réalisés ont été réalisés sur fonds propres de l'ONG.

Département Protection et Promotion de l'Environnement (DPPE)

Projet de Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts + la Biodiversité, l'Aménagement et le Reboisement REDD+

Nous avons fait un suivi rapproché des pépiniéristes privés de la Préfecture des Lacs (Aklakou, Afagnan, Attitogon, Glidji, Fiata, Anfoin et Avévé) et des bénéficiaires du projet Banane plantain (Aklakou, Avévé et Sakpové) durant la période.

Nous avons également participé au camp chantier organisé par Togo Tourisme et Développement et la Fondation Global Exploration qui a mobilisé 28 étudiants et 7 professeurs hollandais et plus de 100 lycéens togolais au Lycée d'Aklakou durant une semaine en juillet 2017 ainsi qu'au 9ème Forum Africain du Carbone qui s'était déroulé au Palais des Congrès à Cotonou du 28 au 30 Juin 2017

Par ailleurs nous avons soumis une note conceptuelle dans le cadre de l'appel à propositions du FNEC et Fonds d'Adaptation.

Perspectives 2018

- Poursuivre les dispositions actuellement en cours avec la DEFC en vue de la finalisation et soumission du document R-PP ;
- Renforcer notre visibilité au sein des réseaux et associations : COSCREMA et FONGTO pour continuer à bénéficier de leur soutien et redynamiser le PROSEM;
- Prendre des dispositions idoines pour l'élaboration d'un projet d'appui à la promotion de la chaîne de valeur du Moringa pour le Bénin et le Togo

PFIJE Togo

La mise en place de l'Unité de Gestion du Projet d'Appui à l'Employabilité et l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs financé par la BAD pour un montant 11 milliards s'est effectuée et nous attendons le lancement des appels à projets pour soumissionner.

Perspectives 2018

Garder le contact avec nos personnes ressources de ce ministère en l'occurrence : le directeur de la jeunesse, Mrs AGAGA , AGBOGBAZE, AYESSAKI etc.

NB : Le projet REDD+ Togo et l'installation du gouvernement des jeunes du Bénin sont des opportunités à saisir en 2018

Département Accès aux Services Sociaux et Infrastructures de Base (D/ASSIB)

Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à l'Amélioration Nutritionnelle (PASAAN II)

- Le projet, cofinancé par le Ministère des Relations Internationales de la Francophonie (MRIF) du Québec, la Fondation Paul Gérin-Lajoie (FPGL), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) vise le renforcement des acquis de la phase1 et l'accompagnement de nouveau bénéficiaires dont 60 nouveaux producteurs du bananier plantain, 80 nouvelles formatrices et 30 nouveau relais dans les communes de de Comé et de Grand-Popo à travers 30 villages
- Au cours de l'année 2017 différentes activités ont été réalisées conduisant ainsi à l'atteinte des résultats.
- Les formations/recyclages des producteurs sur les itinéraires techniques de la culture du bananier plantain nous ont permis de toucher 62 bénéficiaires dont 13 femmes. Le total des superficies emblavées dans le cadre de la culture plantain auprès de nos producteurs est de 122, 9ha et 927.

Pour permettre à certains producteurs de faire de bon rendement pendant la saison sèche, 15 systèmes d'irrigation ont été mis en place.

- 165 femmes dont 80 nouvelles ont été formées/recyclées en techniques améliorées de transformation du manioc en gari et ses dérivées, de la transformation du soja en fromage et des noix de palme en huile rouge. Ces femmes appuyées ont améliorées leur façon de faire leurs produits finis de transformation. Ce qui fait que sur le marché, leurs articles sont vite et mieux vendus par conséquent une augmentation de leur revenu. Pour leur faciliter les conditions de travail de travail, des équipements comme grandes marmites en aluminium (60), poêle en aluminium (25), des bassines en aluminium (180) sont donnés. L'accès au crédit leur a été facilité grâce à la mise en relation avec une institution de micro-finance. Ainsi au cours de la période un montant total de 8 685 500 Fcfa de crédit a été octroyé à ces dernières.
- En ce concerne le volet nutrition du projet, différentes activités ont été menées qui ont touché les écoles à cantines (10) et les membres des communautés (10 villages). Les différentes activités menées nous ont permis d'obtenir les résultats suivants : 30 nouveaux relais formés et 60 anciens recyclés , 120 séances de pesée d'enfants de 0 à 2 ans réalisées, 80 séances de sensibilisations sur la saine nutrition réalisées appuyées par des démonstrations culinaires (40), 10 jardins scolaires appuyés et 80 affiches nutritionnelles réalisées et remises aux écoles, communautés, centres de santés et centres sociales



L'animatrice en pleine séance de sensibilisation avec les femmes formatrices

✓ **Projet d'Autonomisation des Femmes Rurales (AFR)**

Attendu que l'objectif général du projet se caractérise par l'autonomisation socio-économique des femmes de dix villages ruraux des communes de Comé et de Grand-Popo au Bénin, les stagiaires sont mandataires d'un stage universel singularisé par un séjour de dix semaines dans le cadre du Projet d'autonomisation des femmes rurales au Bénin (AFR) comportant deux volets, soit le renforcement du pouvoir économique des femmes et renforcement du pouvoir sociopolitique des femmes.

Plus précisément, les activités terrain du volet un consistent, conformément à l'article 2.2. et à l'annexe C du contrat de stage entre la Fondation et les stagiaires, à :

Développer des outils pour la formation entrepreneuriale et l'alphabétisation;

- Dispenser des ateliers d'alphabétisation axés sur l'entrepreneuriat;
- Dispenser des formations en gestion entrepreneuriale et gestion financière;
- Accompagner des femmes dans l'élaboration de leur plan d'affaires;

- Négocier de l'accès au microcrédit pour les femmes avec la CEFIM (Caisse d'épargne et de financement mutuelle);
- Équiper des femmes pour la réalisation de leurs AGR / entreprises;
- Réaliser des visites d'appui et de suivi des AGR et des entreprises des femmes.

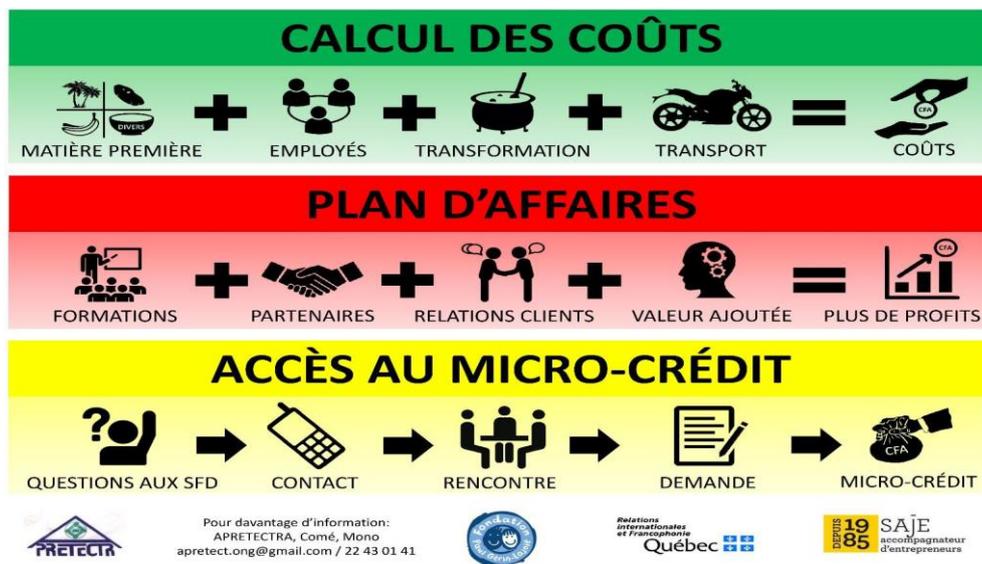
Quant aux activités terrain du volet deux, elles consistent à :

- Développer des outils pédagogiques sur les différentes thématiques de formation;
- Former des femmes relais communautaires sur le leadership féminin, les droits et devoirs civiques, l'ÉFH, l'engagement citoyen, etc.;
- Dispenser des ateliers dans les dix villages sur le leadership féminin, les droits civiques, l'ÉFH, l'engagement citoyen, etc.;
- Créer des groupes de discussion sur les rôles et rapports hommes/femmes, animer dans les villages (groupes non mixtes H/F) et organiser des rencontres d'échange entre les groupes d'hommes et les groupes de femmes;
- Réaliser des séances de plaidoyer auprès des mairies, chefs de village ou autres autorités sur la place des femmes dans la vie publique;
- Organiser une campagne sur le leadership féminin par les femmes des villages.

Ces activités des deux volets ont été exécutées par le personnel de projet en collaboration avec les neuf stagiaires QSF de la cinquième promotion.

Quelques outils :

Affichesrésumant les éléments clé



1. GESTION FINANCIÈRE

ENTRÉES CFA		SORTIES CFA	

2. PLAN D'AFFAIRES

PROBLÈMES	SOLUTIONS	PROBLÈMES	SOLUTIONS

Programme pour la Formation et l'Intégration des Jeunes à l'Emploi au Bénin (PFIJE-Bénin)

Une initiative de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et l'ONG APRETECTRA appuyée dans son financement par l'ACDI sur la période de 2010-2015 au Bénin, à Haïti et au Mali.

Au cours de l'année 2017 nous avons fait le suivi des bénéficiaires de ce projet installés pour la plus part sur le Village Maraichers de Semé Kpodji.

Les résultats obtenus au Bénin au cours de l'exécution de ce programme vise l'intégration sur le marché du travail de 400 jeunes, dont 30 % de filles, qui n'ont pas accès à une formation dans le secteur formel pour diverses raisons telles que la langue d'instruction (néo alphabétisés), les coûts de formation élevés, les possibilités limitées de formation en zone rurale, la sélection par l'âge, l'inaccessibilité pour des raisons culturelles à certaines formations aux femmes, le manque d'offre et d'accessibilité des formations, etc. Le projet leur a permis de suivre une formation dans le secteur non-formel d'une durée de 14 mois dans les filières de mécanique-moto et du maraîchage. Cette formation offerte selon l'approche par compétences s'effectue en ateliers chez 45 maîtres-artisans préalablement équipés et formés pour les cinq années de vie.

Au terme de la formation, un appui technique et financier est offert durant 12 mois afin que de participer au développement social et économique de leur communauté. Chaque jeune reçoit une boîte à outils, une formation en gestion administrative et financière et un appui à l'écriture de plan d'affaires afin d'avoir un

accès à du microcrédit. Pour ces cinq années d'exécution ce projet a obtenu comme résultat la formation de 406 jeunes (dont 56 femmes) en maraîchage et en mécanique moto dans les communes de Cotonou et de Sèmè-Podji et ont été réellement insérés. Le PFIJE a assuré grâce APRETECTRA-MICROFINANCE, le financement des projets de 186 jeunes, et 78% de ces derniers ont obtenu le renouvellement de leur crédit ;

Le projet a eu d'impacts significatifs sur les jeunes en termes d'amélioration des revenus, des conditions de vie et sur le plan psychosocial ; La plupart des 406 jeunes formés et insérés s'estiment aujourd'hui très heureux car la majorité d'entre eux ont vu leurs revenus, conditions de vie et de travail améliorées (Achat de moyens de déplacement, acquisition de parcelle, réalisation du réseau d'irrigation par tourniquet...).

Les actions de suivi et appuis conseils ont été les activités de l'année 2016 pour aider les bénéficiaires en général et pour suivre le l'AMF dans le respect de ses actions de micro crédit à l'endroit des jeunes entrepreneurs pour la pérennité des acquis.

Le Projet d'Insertion Durable des Diplômés en Agropastoral (IDDA)

Le Projet d'Insertion Durable des Diplômés en Agropastoral (IDDA), démarré en novembre 2016 pour une durée de 4ans 9 mois est financé par Affaire Monde Canada. Son résultat ultime sera la prise en charge de 1200 jeunes finissants des lycées agricoles (Akodeha, Kika, Sékou) dont huit cent intégreront le marché du travail au Bénin et participeront au développement socioéconomique de leur communauté. Ainsi le projet travaillera à la :

- Gestion organisationnelle renforcée des établissements d'enseignement en compétences pour l'emploi ;
- Mise en œuvre améliorée des programmes de compétences pour l'emploi qui intègrent l'environnement et répondent aux divers besoins du marché du travail ou de l'entrepreneuriat pour les jeunes, les femmes, les hommes et les groupes vulnérables ;
- Collaboration renforcée et durable entre les établissements d'enseignement en compétences pour l'emploi et les entreprises du secteur privé ;
- Mise à disposition d'un domaine de 50 hectares (un seul tenant ou non) pour l'installation des jeunes à l'instar du Village Maraîcher de Sème Podji (VIMAS) ;
- Appuis à la mobilisation sociale et à la mise en œuvre réussie du projet.

Tout ceci en collaboration avec toutes les parties prenantes que sont :

- Ministère en charge de la formation professionnelle ;
- Trois lycées agricoles : Akodeha – LAMS – Kika ;
- 1200 jeunes finissants des lycées agricoles ;
- Communes partenaires ;
- ONG APRETECTRA ;
- Maîtres formateurs endogènes (50).

La première année du projet, a été marquée par la mise en œuvre d'une série d'activités aussi importante les unes que les autres.

Au titre du volet Gestion organisationnelle améliorée, les activités ci-après ont été exécutées :

- Recrutement de l'Expert en gestion professionnelle;
- Étude diagnostique des lycées assortie d'un plan de renforcement des capacités;
- Étude diagnostique des directions ministérielles assorties d'un plan de renforcement des capacités;
- Équipement en kits informatiques, de la Direction des Enseignements Techniques et de la Formation Professionnelle;
- Réalisation d'une étude Genre des lycées;
- Évaluation environnementale des lycées
- Appuis de deux coopérantes volontaires à l'élaboration des contenus de formation ainsi que des outils de gestion.

Dans le cadre du volet 2 du projet « Mise en œuvre améliorée des programmes de formation amélioré » les activités ci après ont été réalisées :

- Mission d'exploration et d'identification des forces et faiblesses liées à la mise en œuvre des programmes de formation; effectuée par le Collège Boréal;
- Élaboration d'un programme de stage à l'intention des jeunes finissants

- Élaboration d'un manuel sur la protection de l'environnement et les mesures d'adaptation au changement climatique;
- Acquisition et mise à disposition des LTA de Akodeha et de Sekou d'importants lots 'équipements
- Installation sur demi-hectare, d'un système d'irrigation par aspersion (tourniquets et bande) au lycée d'Akodeha;
- Mission d'échanges effectuée au Canada au profit des trois proviseurs de nos lycées partenaires;
- Don en équipements visant à renforcer les mécanismes d'autofinancement des LTA.
- Élaboration des guides d'apprentissage à l'intention des entrepreneurs et incubés
- Formation en entreprises de la première cohorte des stagiaires

Par ailleurs, les activités ci-dessous ont été exécutées pour le compte du volet 3 Insertion :

- Mise en place et équipements en mobiliers et kits informatiques de cellule d'orientation et d'insertion dans chaque LTA;
- Formation des intervenants des cellules sur la gestion et l'entrepreneuriat;
- Sélection et formation des entrepreneurs sur l'andragogie, l'EFH et la protection de l'environnement;
- Formation de 208 jeunes en gestion/entrepreneuriat;
- Constitution d'une base de données sur les structures susceptibles d'appuyer l'insertion durable des jeunes;

Activités menées dans le cadre de la gestion/suivi du projet :

- Élaboration et mise en œuvre des outils de gestion et de suivi du projet;
- Mise en place d'un comité de gestion et d'un comité de pilotage;
- tenue de la première et de la deuxième réunion du comité de pilotage;
- Mise en place d'un cadre de concertation des acteurs au niveau de chaque zone d'intervention du projet;
- Tenue de la première réunion avec les cadres de concertation;
- Appui à la gestion du projet par un coopérant canadien.

Projet d'Appui aux Artisans (P2A) du Mono et de l'Atlantique :

Cette année 2017 constitue pour le projet de cession des outils usagés recyclés collectés et envoyés par le partenaire Néerlandais GERED, celle de collecte des nouvelles demandes et le point sur les difficultés et recommandations des utilisateurs que sont les artisans des communes cibles. Un résumé a été fait et envoyé au partenaire.

Projet de cantine scolaire communautaire dans les communes de So-Ava, Kérou, Cobly, Boukoubé et Copargo.

La cantine scolaire communautaire est l'un des modes de cantines par lequel les repas sont servis et consommés sur le site de l'école. Elle est créée dans le cadre du Plan Décennal de Développement du Secteur de l'Éducation au Bénin, objet de la coopération entre les gouvernements du Bénin et des PTF (BM, MEMP, GIZ, AFD, Pays Bas). Elle est instituée par arrêté ministériel N°245/MEMP/DC/SGM/CTJ/DAF/DPP/DAS/UATS/SA/002SGG16 du 14 Octobre 2016. Grâce à ce projet un repas journalier d'une valeur de cent cinquante cinq (150) francs CFA par écolier, est servi pendant cent soixante-seize (176) jours pour l'année scolaire 2016-2017 et court du 03 Octobre 2016 au 28 Juillet 2017, à l'exception des jours fériés, des congés et des vacances. Le crédit alloué à chaque école est déterminé au prorata des effectifs des élèves réellement inscrits au titre de l'année scolaire considérée.

L'objectif de la cantine est de promouvoir la scolarisation des filles et des garçons. Elle vise également à contribuer à la réduction des coûts d'éducation à la charge des parents et le maintien des apprenants durant toute l'année scolaire. Au-delà de tout cela, la cantine scolaire communautaire permet de réduire les problèmes liés aux achats regroupés de vivre, leur transport et leur distribution au niveau de toutes les écoles couvertes. Les cantines scolaires communautaires participent également à la promotion de la production agricole locale, à la création d'emploi (petite entreprise locale pour les femmes prestataires) et la promotion de la gestion participative au niveau local.

Dans la zone d'intervention au cours de l'année, l'effectif cumulé moyen selon les résultats de l'enquête sur le terrain au niveau de toutes écoles s'élève à 30.268 élèves dont 13.436 filles. Cet effectif des élèves est réparti comme suit : Boukoumbé 8536 élèves dont 3869 filles ; Cibly 7843 élèves dont 3480 filles ; Copargo 1410 élèves dont 570 filles ; Kérou 4892 pour 2478 filles et So-Ava 7587 élèves dont 3039 filles.

En ce qui concerne le nombre de plats servis aux élèves, il est de 1 029 958 plats dans la commune de Boukoumbé, 555.489 à Kérou, 152.146 à Copargo, 936.291 Cibly et 768.112 à So-Ava. Soit en tout **3.441.996 plats servis** pour un coût total de **516.299.400 FCFA**.

Tous les fonds mis à disposition des cinq communes ne sont pas consommés et les receveurs percepteurs doivent restituer un montant de **235.991.172 F** à l'Etat

On constate dans les 113 écoles officielles bénéficiaires du projet les résultats suivants :

- Faible taux d'abandon scolaire
- 69 à 100% de taux de réussite au CEP
- Fort taux d'admission dans les classes intermédiaires (M1 et M 2, CI, CP, CE 1, CE2, CM1)
- Assiduité des apprenants aux cours

Les difficultés rencontrées au cours de l'année scolaire 2016-2017 sont entre autres :

- Le retard dans la signature des contrats des ONG qui handicap le travail des animateurs et des superviseurs sur le terrain.
- Le retard de paiement des frais de prestation des prestataires de mets aux apprenants
- Faible collaboration de certains membres des comités locaux de gestion (directeurs et maîtres chargé de cantine) à la tenue des documents de gestion sous prétexte qu'ils ne sont pas rémunérés
- Majoration des effectifs servis par certains directeurs et leurs collaborateurs à l'absence des animateurs qui ne peuvent pas être partout à la fois
- Insuffisances des infrastructures et équipements (cuisine aménagée, trou à ordures, balais et paniers...)
- Retard dans le remplissage des cahiers de gestion dû à l'indisponibilité des maîtres chargé de la cantine
- L'opposition de certains RP du septentrion contre la décision de la DAS de faire passer les certificats par les agents de terrain (ONG) avant leur traitement à la recette perception.
- L'essoufflement du personnel (animateurs et superviseurs) à cause du non paiement des frais de prestations aux ONG.

Département Démocratie/Droits de l'Homme (D/DDH)

Projet d'Appui à la gouvernance locale et à la Dynamisation des Conseils Villageois de la commune de Comé (PAGL-DCV)

La Maison de la Société Civile (MdSC), avec l'appui de la coopération Suisse, a initié le Fonds de Soutien aux Initiatives de Redevabilité (FOSIR). Une partie de fonds est utilisée pour financer le présent projet d'Appui à la gouvernance locale et à la Dynamisation des Conseils Villageois de la commune de Comé obtenu à la suite d'un appel à projet gagné par l'ONG APRETECTRA. Il a pour objectif de renforcer l'enracinement de la démocratie au niveau local en favorisant l'appropriation des mécanismes par les OSC et les autorités locales en vue d'un dialogue constructif. Le présent projet s'est déroulé de Janvier à Juin 2017 dans les 9 villages de l'arrondissement d'Akodéha et a permis d'obtenir les résultats ci-après :

- ✓ Reprise des réunions statutaires dans les neuf conseils villageois de l'arrondissement ;
- ✓ Démarrage des redditions de compte des chefs de village aux populations ;

- ✓ Apaisement des tensions nées des élections et retour de l'harmonie au sein de certains conseils villageois ;
 - ✓ participation des femmes, des jeunes et des handicapés à l'animation de la vie communautaire ;
 - ✓ participation davantage des femmes aux campagnes de salubrité qu'elles mènent dans les villages.
 - ✓ Prise de position des populations par rapports à certaines décisions du conseil communal
- Projet d'Education pour Tous** à travers la gestion de la bibliothèque de lecture publique d'Aklakou au Togo

Des statistiques, il convient de retenir :

- Nombre d'abonnés : 250
- Fréquentations journalières : 10-15 personnes
- Transactions : 5-15 livres sortent de la bibliothèque par jour
- Recette : 55 000 F réinvestie dans le fonctionnement et les AGR de la bibliothèque

Dans le cadre de l'initiation en informatique des lycéens, secrétaires des chefferies et comités de développement à la base, la bibliothèque a été dotée de 10 ordinateurs durant le 2^{ème} semestre 2017 par l'association DEKAMILE.

En attendant l'adoption d'un programme consensuel d'initiation par tous les partenaires, le matériel informatique est délocalisée à la base de DEKAMILE à AgomèSéva et sera remplacé par celui de Togo Tourisme et Développement déjà disponible à Aklakou.

Perspectives 2018

- Finaliser le dossier de candidature d'une de nos villes pour être la Ville Capitale

Mondiale du Livre en 2020

- Elaborer une offre pour soumission dans le cadre de l'appel à projets du Challenge Fund et Semecity
- Poursuivre la mobilisation des jeunes autour de la lecture et de l'informatique
- Démarrer le projet de recyclage des sachets de pure water ;

ANALYSE DES RESULTATS :

De l'exécution des projets de l'association, nous avons constatés que la réalisation des activités des différents ^{projets} et programme en cours ont suivis les planning élaborés. Des missions de suivis evaluations ont été réalisées par la Direction conformément a son cahier de charge. Elle a également reçu la visite des partenaires techniques et financiers et un contrôle de la cnss.

Au sein du DDED la phase de suivi des acquis du PACER a été réalisée pour cette année sur fonds propres. Les animateurs d autres projets intervenants dans la zone du projet ont été utilisés a ce sujet. Concernant le Département ASSIB, Trois grands projets l'animent :

Il s'agit de PASAAN II démarré respectivement en Novembre 2015, Projet cantines scolaires en 2016 et IDDA en novembre 2016. La phase deux du PASAAN se déroule avec le suivi des acquis et des recommandations issues de l'évaluation de la premiere phase. Les activités proprement de l'année II de la deuxieme phase s'exécutent sur le terrain (voir détail plus haut. Quant au projet IDDA qui a commencé vers la fin de l'année 2016, ses activités proprement dites ont commencé au cours de 2017 et plusieurs résultats sont obtenus et se retrouvent plus haut. En ce qui concerne le projet cantines scolaires , elle a été exécuté au cours de l'année scolaires et a vu la participation de tous les acteurs pour l'atteinte de ces objectifs

Des efforts de rédaction de projets et de recherche de financements au sein de ce département ont porté leur fruits avec le projet de la Gouvernance Locale dans l'Arrondissement d'Akodéha qui a été financé par la Maison de la Société Civile sur financement Suisse a démarré ses activités en Janvier 2017.

Les activités se sont déroulées autour des themes de formations résumés cidessus. Ceci resume les travaux du département Démocratie et Droits de l'Homme (D/DDH) en 2017. Des efforts doivent etre consentis autour de ce département pour sa redynamisation.

Au total, l'équipe de la Direction et son personnel de terrain travaillent tous les jours sur la recherche des appels a projets et ou a candidatures en vue de l'élaboration pour soumission au bonheur de nos

communautés a la base. Cette equipe merite d etre motivée et encouragée pour continuer la bataille que, a cout sure elle gagnera. Il importe de signaler qu un système de veille est mise en place pour le suivi du lancement des appels a projets nationaux et internationaux. Des missions des partenaires nous avons reçu des recommandations qui seront suivies pour améliorer le travail fait sur le terrain.

Comé, le 28 Février 2018

La Directrice Exécutive



Reine BOSSA